



2007

Nous en avons débattu...

Actes de la prise de parole du 16 mars aux Bouffes du Nord

Cassandra
www.horschamp.org

2007

**APPEL
AUX
CANDIDATS**

APPEL

NOUS INTERPELLONS AUJOURD'HUI CHAQUE CANDIDAT POTENTIEL AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES FRANÇAISES SUR SA TRÈS GRANDE RESPONSABILITÉ EN CE MOMENT HISTORIQUE

Nous sommes particulièrement inquiets de l'absence de véritable projet culturel dans les différents programmes des candidats aux élections françaises. La France est le pays du monde occidental où, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, un certain nombre de combats menés par des acteurs de toutes sensibilités politiques, ont permis à un service public de la culture assez exemplaire de se développer.

Ces outils culturels construits de haute lutte dans notre pays ne doivent pas être abandonnés. Ils doivent au contraire servir de courroie d'entraînement à une Europe qui ne se contente pas d'adopter une attitude suiviste par rapport aux États-Unis d'Amérique.

Dans le domaine de la démocratie culturelle et artistique, l'Europe porte des valeurs fondamentales qu'elle doit plus que jamais mettre en avant et notre pays doit être en première ligne.

Jean Monnet le disait déjà, rapporte-t-on : « si c'était à refaire, je commencerais par la culture ».

Il est essentiel aujourd'hui, face à une représentation européenne principalement soumise aux exigences de la rentabilité et au démantèlement programmé de nos services publics, de défendre avec force des valeurs, des méthodes et des institutions, qui protègent la culture et la circulation de l'art de l'emprise des critères marchands de l'actuelle « mondialisation ».

La question de l'intermittence est essentielle - et il reviendra au prochain gouvernement d'imposer une loi face au « contrat » cher à Mme Parisot - mais aussi celle de la responsabilité de l'État central en termes de politiques culturelles publiques, indépendamment de toute ouverture à un secteur privé qui n'offre aucune garantie pour ce qui est de l'intérêt général.

Si, dans cette période de transition périlleuse, nous ne manifestons pas, au plus haut niveau de l'État, la volonté politique de prendre en compte l'importance de l'art et de la culture comme outil de civilisation, notre avenir commun est prévisible.

Les valeurs immatérielles portées par l'art et par la pensée, pivot de notre culture historique commune, n'auront plus leur place dans une société entièrement soumise au néolibéralisme.

Il suffit d'analyser la place des arts et de leur circulation dans l'Amérique de Georges Bush, la Grande-Bretagne de Tony Blair ou l'Italie de l'ex-gouvernement Berlusconi, pour en être convaincu.

Il faut aujourd'hui que les hommes et les femmes politiques qui prétendent aux plus hautes charges de l'État sachent que dans ce domaine leur responsabilité est immense et que nous attendons d'eux non seulement des paroles, mais des actes et des moyens pour agir.

C'est autant du rôle européen et mondial de la France que du problème crucial de la circulation culturelle et artistique dans les lieux de relégation de notre société qu'il est ici question.

L'absence de prise en compte de cette question majeure de civilisation nous mènerait à une perte de valeurs et à un affaiblissement irrémédiable.

Cette démission suicidaire nous rendrait incapables à l'avenir de défendre un point de vue non-marchand dans le domaine de la création et de l'esprit. Il est temps de prendre la mesure de cet enjeu.

Nous en avons débattu

Pour qui prend la peine de se pencher sur l'histoire des combats culturels dans notre pays, Il est clair qu'une pensée originale autour de la notion de « démocratisation de l'art et de la culture » s'y est développée dans les dernières décennies, de différentes façons, et que des outils remarquables (bien qu'évidemment perfectibles) y ont été construits.

Sans remonter jusqu'à Condorcet, mais au moins depuis le Front populaire et la Libération en ce qui concerne la mise en actes de la décentralisation culturelle et artistique (Centres dramatiques nationaux, mouvement de l'Éducation populaire, festival d'Avignon, TNP, maisons de la culture de Malraux... jusqu'au système de l'intermittence) la France a bel et bien été, pour l'Europe et le monde, une sorte de « phare » en matière de création d'un service public de la culture. C'est-à-dire d'un système public qui préserve les pratiques artistiques d'une obligation de rentabilité tirant les actions et les œuvres vers le bas. Ce qui nous semble inquiétant, c'est que les valeurs qui sous-tendent ces combats ne sont pas (en dehors d'imprécises notions d'« exception » et de « diversité » culturelles) vraiment prises en compte au niveau européen. La conséquence en est que ces valeurs, de l'ordre du symbole, de l'humain, qui s'opposent à la conception consumériste dominante aux États-Unis, risquent fort d'être noyées dans un ensemble européen largement orienté par l'OMC et construit sur un modèle « américain ».

Si nous commettons l'erreur majeure de passer à la trappe ces importantes particularités historiques, il ne nous restera d'autres outils pour combattre que ceux déjà employés par les activistes culturels britanniques et américains qui, ne cherchant pas à préserver un service public qui n'a jamais existé chez eux, ne peuvent utiliser pour s'exprimer que les espaces intersticiels abandonnés par la société de consommation. C'est-à-dire pas grand-chose, et surtout, sans aucune chance que cela agisse sur l'ensemble de la société.

Agir de cette manière consisterait à jeter avec l'eau du bain toute une richesse produite par notre histoire contemporaine. Nous pensons qu'il est aujourd'hui indispensable de porter vers l'extérieur les institutions et les outils construits au fil de cette histoire française (globalement ce qu'on appelle service public de la culture) comme un exemple à suivre.

La France a les moyens historiques de résister à la globalisation marchande, et d'être un exemple fort pour les autres. Si elle en a la volonté politique.

Notre passé récent est une force, il est urgent de ne pas la dilapider. C'est l'arme la plus puissante dont nous disposons pour tenter de tirer l'Europe vers le haut dans le domaine de la culture et de l'esprit. Il serait criminel de ne pas utiliser cette arme pour résister aux effets désastreux pour notre civilisation d'une mondialisation « marchande », qui détruit mécaniquement tout ce qui est de l'ordre du « symbolique », de la gratuité et de la « relation »...

Voilà en quelques mots pourquoi nous avons lancé cet APPEL sur le site art/société Horschamp (www.horschamp.org).

Nous en avons débattu le 16 mars au Théâtre des Bouffes du Nord, avec :

Patrick Bouchain, Architecte, responsable du pavillon français de la Biennale d'architecture de Venise 2006

David Langlois Mallet, Journaliste

Jean Jacques Hocquard, Directeur de la Parole errante - Armand Gatti

Francis Peduzzi, Le Channel, Scène nationale de Calais, président du Syndecac

Katerine Louineau, plasticienne, membre du CA de la FRAAP (Fédération des associations et réseaux d'artistes plasticiens) et du CAAP (Comité des artistes- auteurs plasticiens)

Jean-Gabriel Carasso, Association Loizorare, ex-directeur de l'ANRAT

Patrick Champagne, Sociologue

Marie-José Mondzain, Philosophe, auteur

Robin Renucci Comédien et président de l'ARIA

Présentation : **Nicolas Roméas**, directeur de *Cassandra*-Horschamp

Animation : **Valérie de Saint-Do**, directrice-adjointe de *Cassandra*-Horschamp

***Cassandra*/Horschamp : 150, rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 - Paris - France.
E-mail : cassandra@horschamp.org**

16 mars 2007

Nicolas Roméas

Je vais vous résumer les raisons pour lesquelles nous avons lancé cet appel, et ce que nous voudrions faire aujourd'hui. Ce n'est pas un débat classique qui consiste à interroger tous les partis sur leurs intentions, car nous estimons que ce qui se dit dans une campagne électorale est peu révélateur de ce qui se fera vraiment. Dans la démarche de *Cassandra/Horschamp*, il y a une logique, depuis dix ans, qui est de faire entendre, de mettre en valeur, d'utiliser différents porte-voix pour ce qui reste souvent invisible et qui est fondamental pour la circulation des pratiques artistiques et culturelles.

Il faut cesser d'utiliser l'art et la culture le temps d'un mandat pour donner un peu plus de brillance à tel ou tel homme ou femme politique. Il est temps de prendre conscience qu'il s'agit, au-delà des mots, d'un outil de société profond relié à tous les autres outils. Nous essayons d'agir en ce sens depuis dix ans, pas seulement en temps électoral : faire apparaître, faire entendre, rendre visible des choses qui nécessitent un peu d'effort. Pour qu'elles puissent remplir leur rôle il leur faut du temps et elles n'ont pas vocation à fabriquer du vedettariat, ni à faire les grands titres de la presse.

Ces choses sont fondamentales.

Et si nous ne sommes pas nombreux à réagir aujourd'hui, nous ne pourrions plus les défendre demain, parce que nous n'aurons plus d'outils pour cela.

On voit ce qu'il en est de la façon dont les médias relayent ces choses difficiles à entendre. On voit la manière dont les politiques se raccrochent aux branches quand quelque chose apparaît, mais ne font pas le travail de fond. Il s'agit donc d'une nécessité absolue, nous ne sommes pas dans un discours consensuel, nous sommes dans un moment historique extrêmement important.

Ceux qui travaillent depuis longtemps sur ces questions dans différents secteurs le savent : aujourd'hui un certain nombre d'outils sont en train de disparaître par de nombreux biais, qui parfois n'ont apparemment rien à voir avec le sujet. Ça peut être la sécurité, le rétrécissement des pouvoirs de l'État central, ça peut être les intérêts régionaux. Il y a beaucoup de raisons et de manières d'affaiblir ces pratiques, qui sont de vraies pratiques d'échange, de transmission, d'apprentissage et de mémoire.

Il faut faire entendre, par rapport à notre histoire récente, au moins depuis la dernière guerre mondiale, que des outils se sont construits dans ce pays, qui ne sont pas portés comme une spécificité française, ni devant l'Europe, ni plus largement. Et nous avons des outils, un trésor de guerre, dans ce pays. Et il faut le rappeler. On ne peut pas se contenter d'une résistance minimum en s'alignant sur les autres. Il faut que nous disions que nous avons quelque chose qui est exemplaire, qui doit servir aux autres, ne serait-ce que le système de l'intermittence, et bien d'autres choses. Toutes sortes d'outils qui ont permis de faire exister notre service public de la culture. C'est-à-dire la volonté collective, nationale ou plus que nationale, de ne pas laisser entrer ces questions qui sont de l'ordre du symbole dans un système de rentabilité, parce que c'est autre chose. Et lorsque ce qui est de l'ordre du symbole entre dans la rentabilité, il disparaît. Tout simplement.

Valérie de Saint-Do

Lorsque nous avons lancé cet appel, le 31 octobre 2006, la culture était la grande absente des programmes. On commence seulement à voir apparaître des débats publics, des prises de positions, des interviews dans la presse. Mais ce qui apparaît, c'est peut-être un malentendu fondamental entre les interpellations et les prises de positions sur les outils, les moyens, les techniques – que ce soit le téléchargement, le régime d'assurance chômage, les budgets etc. La question des moyens est importante, mais il nous semble qu'on a quand même connu en France, et dans ce Ministère, au cours des dernières années, une dérive gestionnaire, où on ne se préoccupait plus des questions de fond, de circulation, de l'art comme *relation*. Ce que résume la formule d'Hannah Arendt reprise par Jacques Rancière : *le partage du sensible*. C'est sur cette question de partage du sensible et sur son relais politique que j'ai envie de vous interpellier.

Patrick Bouchain

J'accompagne le travail de *Cassandra* depuis longtemps, j'ai accepté d'en prendre la présidence, et je pense comme Nicolas qu'il y a un capital que nous risquons de perdre. Il faut donc tous s'y mettre. On ne peut pas simplement se plaindre, réclamer, critiquer. Et on ne peut pas non plus être attentiste et jouer au jeu de qui va être élu, et aller réclamer une fois celui ou celle élu. Faire de la politique c'est tous les jours, pas tous les cinq ans, et c'est faire de la politique dans son métier, pas dans un parti.

J'ai été longtemps un militant, j'ai donné la moitié de mon temps à un parti.

C'était comme si j'avais deux vies. Je travaillais pour gagner ma vie, et le reste du temps je militais. Et un jour j'ai rencontré des difficultés, j'ai vu qu'il y avait une discordance entre ce que je faisais et ce que je disais en militant. Et j'ai pris la décision de faire mon métier comme un militant, c'est-à-dire de ne rien laisser passer, de passer au crible tout ce que je rencontre pour exercer mon métier. Que ce soit des tout petits détails, la valeur des choses, la règle pour établir les choses, le rapport aux autres pour faire les choses, la personne pour laquelle on les fait.

Le fait d'appartenir à une société implique que nous agissions dans cette société, et politiquement il faut agir le mieux possible dans l'intérêt des autres et dans un but d'harmonie. Et quand vous considérez votre métier, que vous le passez au crible de ce que vous croyez être juste sur le plan politique, que vous l'appliquez d'heure en heure par rapport aux actes que vous devez accomplir, vous ne manquez pas de rencontrer énormément de difficultés. La plupart du temps ce n'est pas possible. Ensuite vous vous apercevez, que malgré tout, d'autres que vous le pensent. Vous réveillez chez les autres cette envie, non – comme on le disait avant – de changer les choses, mais de faire, et dans cet acte d'influer sur la pensée. Que ce ne soit pas : « je pense d'abord j'agis après », mais : « j'agis et je pense », et « j'agis et je transforme ma pensée ».

Je vais prendre un exemple par rapport au métier d'(h)architecte. Je mets un H à Harchitecte, parce que j'ai refusé de m'inscrire à l'ordre des architectes. C'est un ordre qui existe depuis 1942, j'ai fait cet acte : j'ai dit que je ne m'inscrirai pas à un ordre créé par Pétain. Je construis donc en toute illégalité. Je ne peux pas porter le titre, et ajouter un H c'est une manière de signifier en rigolant que je ne fais pas le même métier que les autres. C'est une blague, mais déjà c'est lourd.

Ça m'a interdit de faire certaines choses. Et ça m'a orienté vers des formes architecturales qui sont liées à cet acte : le refus de s'inscrire à l'ordre des architectes créé en 1942. C'est très simple.

La règle que je me suis donnée, c'est que l'architecture est faite par d'autres. C'est un art commun, utile. C'est de l'art, mais un art commun exécuté par d'autres. Comme j'avais travaillé dans le théâtre, je me suis dit : « Est-ce que je pourrais faire de l'architecture comme du théâtre ? Est-ce qu'on peut choisir un ouvrier comme on choisit un acteur ? Un acousticien de l'architecture comme on choisirait un preneur de son, un directeur photo ou un directeur lumière ? Est-ce qu'on peut avoir le même souci ? »

Peut-on se dire que celui qui fait un plâtre transmettra dans la réalisation de son plâtre la même sensibilité que l'acteur que vous aurez choisi parce qu'il est fort, ou faible, parce que c'est une femme, ou un homme, parce qu'il est vieux, ou étranger...

Ce qui est incroyable, c'est que si vous commencez à poser la question comme cela, vous vous demandez : « Mais comment se fait-il que 80 % de ce qui nous entoure soit fait à la main ? Que 60 % de ce qui est fait à la main le soit par des immigrés, et que jamais on ne dise « regardez ce blanc, c'est un travailleur sénégalais qui l'a fait, il n'est pas comme le blanc du portugais » ? À une époque très cultivée, le Siècle des Lumières, on se targuait, lorsqu'on était aristocrate, de faire venir de la main-d'œuvre immigrée... Le doreur venait d'Italie, le laqueur de Chine, le staffeur d'Espagne, etc.

Comment se fait-il qu'aujourd'hui ces petits actes qui portent la culture soient totalement négligés ?

Je pense, après en avoir fait longtemps l'expérience, que ça n'est pas le social qui va résoudre les choses, mais la culture. Il ne s'agit pas simplement de réclamer un budget culturel. Bien sûr qu'il faut de l'argent. Mais ce qu'il faut réclamer, c'est que la culture soit au centre de tout. Seule la culture règle les choses. Si l'on entendait l'expression culturelle de chacun, la société irait mieux.

J'ai commis cet acte simple : ouvrir les chantiers au public. Car lorsque des hommes décident de construire un équipement, c'est un acte de noblesse. Ceux qui réalisent cet acte doivent être vus, ceux qui vont utiliser le lieu doivent le voir se construire.

Pourquoi ne voit-on pas les choses se construire ?

Voilà, je ne fais pas vraiment de l'architecture, j'accomplis un acte politique de construction, rien de plus. Et je ne transigerai jamais. On a beau me dire que c'est interdit, quand on passe les choses au crible, rien ne résiste. Je ne veux rien dire de plus : on peut y aller, tout est ouvert.

David Langlois Mallet

Il y a une logique de l'outil. La façon dont on exerce notre métier a une très grande importance. Pas seulement les articles que l'on écrit, par exemple, ni la manière dont on les écrit, mais aussi le choix des réseaux : notre travail est-il impulsé d'en haut par des rédacteurs en chef, ou par un certain type de média, par des attachés de presse, ou au contraire vient-il d'un travail d'élaboration, de gens qui ont cherché, de réseaux plus souterrains, avec une volonté de faire entendre des gens auxquels on ne donne pas la parole, qui ont des pratiques socialement intéressantes, des artistes qui essaient de faire bouger les choses, de créer du lien dans une société qui s'évertue à les en empêcher... Le travail qu'on partage avec *Cassandra*, c'est la recherche de tous ces gens. Il y a une immense richesse artistique, qui n'est pas connue dans cette société.

Elle n'est pas dans les pages des grands médias, elle ne passe pas à la télé, ou elle est médiatisée d'une façon qui ne permet pas de comprendre le sens du travail, mais seulement l'ego de la personne – ce qui n'apporte rien. Alors que dans leur pratique, leur façon de faire, dans l'intention, dans le lieu où c'est fait, il y a toute une richesse.

J'aimerais que ce qu'on nomme « culture » s'applique à des pratiques obscures, d'autant plus obscures que nous sommes face à un modèle dominant de société qui est celui de l'industrie de la culture. Huit millions de personnes regardent chaque soir les mêmes séries, les mêmes « policiers », apprennent ça comme mode de vie, mode de relation, mode de réalité, et, ensuite votent « sécuritaire » et choisissent des candidats qui sont le reflet de cette culture, qui portent cet univers et ces intérêts.

On a beaucoup parlé d'absence de la culture dans le débat.

Mais j'ai le sentiment d'une omniprésence d'une certaine culture, que je vois aussi bien à travers Le Pen que Sarkozy. Cette culture – cette anti-culture – est portée avec beaucoup de force. D'où une sorte d'inquiétude vis-à-vis de tous ces gens qui travaillent à l'inverse des modèles que donne la société. Ceux qui essaient de travailler avec des gens peu valorisés, avec des vieux, des enfants, des malades, des gens qui ont des difficultés psychiques, etc., qui cherchent à faire émerger d'autres richesses. Tous ces gens sont des résistants. Des résistants non-coordonnés.

L'absence de la culture dans le débat vient du fait qu'aucun candidat ne porte avec force cet univers. C'est le problème auquel nous sommes confrontés avec *l'absence*, un très joli mot, intéressant, qui veut dire que quelqu'un n'est pas à la place où il devrait être. On n'est pas absent d'un endroit où on n'a pas l'habitude d'être, on est absent de chez soi, de son poste, de son lieu. Qui est absent ?

Sont-ce les politiques qui sont absents de la culture, ou nous, tous les gens des réseaux culturels qui n'avons pas su faire prendre en compte, politiser au-delà de notre survie personnelle, de leur action, qui n'avons pas su la porter collectivement en prenant des tentes et en allant s'installer sur le canal Saint-Martin, en s'immolant par le feu devant le ministère de la Culture, en inventant quelque chose ?

Il y a ce problème d'absence, et le fait que nous, journalistes, n'avons pas su faire notre travail, faire entendre la rencontre qu'il y a entre ce monde et celui des candidats qui ont des préoccupations sociales, participatives, écologiques. Qui devraient être de plain-pied dans ce monde, plutôt que de se cacher derrière une culture *paillette*, d'apparence, de distinction. Le problème qui se pose à la culture est le même que pour l'écologie.

La culture est particularisée. Il y a un ministère de la Culture comme il y a un ministère de l'Environnement ; on vous dit : « là, vous faites de l'environnement, là de la culture. » Et autour, le ministère de l'Industrie, les vrais ministères, qui conditionnent notre vie, ne sont pas du tout pris dans une logique culturelle, ni écologique. Il y a de petites zones protégées, et autour, des autoroutes, des centrales nucléaires, etc. Finalement on dit que l'Environnement, ça ne sert pas à grand-chose. Le problème est le même...

Jean Jacques Hocquard

Je voudrais revenir sur le mot *militant*. Moi, je suis militant depuis quarante ans. J'ai choisi mon parti, il s'appelle Armand Gatti. Quand je l'ai rencontré, je savais que c'était avec lui que j'allais passer un bon parcours de ma vie. Et ça fait quarante ans qu'on travaille ensemble. Ce type de travail, je ne l'aurais pas imaginé avec un autre homme de théâtre. C'est un premier élément personnel.

Le deuxième élément, c'est que je trouve désagréable de renvoyer la question vers les politiques. Les politiques sont nuls depuis toujours sur le problème de la culture ! Le rapport avec le politique, pour les gens qui dirigent des institutions, qui animent, est redevenu quasiment ce qu'il était à l'époque de la royauté. Tous ces braves gens se prennent pour Molière.

Ils ne sont pas nombreux à l'heure actuelle à être vraiment Molière.

Ceci mis à part, il n'y a pas d'émergence dans le monde de la culture, de manière collective, qui pousserait le politique à comprendre, à percevoir des choses.

Je suis allé, par exemple à une réunion où intervenait Marie-George Buffet. J'ai écouté une série de débats. Deux choses m'ont paru tout à fait invraisemblables, et caractéristiques de l'état dans lequel est le groupe dans lequel nous travaillons. Des intermittents sont intervenus. Et quelqu'un de la coordination – je défends tout à fait les intermittents – s'est mis à faire un discours technique sans intérêt. Vis-à-vis des gens qui étaient en face, totalement convaincus, ce qui était important c'est le « pourquoi ». S'il n'y a pas de contenu, si cette activité de création n'est pas portée par quelque chose, qu'ils aillent faire autre chose... Dans cette réunion, il y avait un homme politique que je respecte, et qui donne envie de l'écouter quand il parle de culture, Jack Ralite. Le premier n'a pas cessé de parler, a fait chier tout le monde, alors que Jack Ralite, qui a donné un certain souffle à son propos, comme d'habitude, a été à sa conclusion quand on lui a demandé de conclure. Cette anecdote est significative.

C'est un débat profond, qui remonte loin dans le temps. Depuis les années 1980 les gouvernements ont imposé la comptabilité dans les institutions de la culture, et même la rentabilité. Les institutions n'ont pas résisté, elles sont entrées dedans au fur et à mesure. Ce sont des boutiques maintenant. Il y a des exceptions, heureusement. S'il n'y avait pas d'exception, on ne serait même pas ici. Mais un grand nombre sont devenues des boutiques. Les créateurs ne sont plus au cœur de ces lieux.

Dernier élément, depuis une dizaine d'années, des lieux émergents apparaissent. Ce qui est intéressant, c'est de voir la manière dont le ministère les traite. Soit ils doivent adopter le modèle qui existe depuis un certain nombre d'années et ils se modélisent pour avoir quelques sous, soit ils ne se modélisent pas, et ils ont des difficultés à s'en sortir. Enfin, il est frappant de voir le nombre de candidatures qui affluent dès qu'un directeur s'en va. Pourquoi y a-t-il tant de candidatures ? Bon nombre de gens font des choses passionnantes ; ils ont envie d'être directeurs d'une institution, pas toujours avec la volonté effective de diriger, mais parce que cette institution a de l'argent.

Il y a une sclérose de l'ensemble de l'appareil d'État en matière de culture, qui est le reflet de la sclérose des institutions culturelles, théâtrales particulièrement.

L'un et l'autre se renvoient leur sclérose. Il faudrait un bouleversement.

Si un homme de droite est élu, et qu'il dit : « il n'y a plus de ministère de la Culture », peut-être que cela fera bouger les choses. Je ne suis pas pour la disparition du ministère de la Culture. L'état de ce milieu est peut-être tel que ça ne fera même pas bouger, et qu'ils iront là où il faut aller, là où il y a de l'argent. Ce ne sera plus le ministère de la Culture, mais ce sera le ministère de je ne sais quoi.

Je me demande quel tremblement de terre il faudrait pour que les choses bougent ?

Francis Peduzzi

La réponse, Patrick Bouchain l'a donnée. Il a parlé de liberté. Nous avons la liberté, et nous avons cette chance de pouvoir inventer là où nous sommes les histoires qui nous ressemblent. Je suis président d'un syndicat, je devrais parler dans le plus grand consensus possible, mais je n'ai pas envie d'être ce président-là. Ce que je ressens de cette profession et ce qui se passe autour de la campagne présidentielle est extrêmement illustratif ; il y a une peur énorme, alors qu'il n'y a aucune raison d'avoir peur.

De quoi aurions-nous peur ? De quoi aurions-nous honte ?

Qu'est-ce qui fait que, depuis quarante ans de décentralisation culturelle, nous devrions rougir de ce qui a été fait ?

Cette peur naît de la nécessité de rebattre les cartes. Nous sommes arrivés à la fin d'une histoire, et il y a la nécessité de se poser les questions fondamentales sur ce qu'est devenue cette histoire qui s'est « embourgeoisée », qui a pris du ventre, et dont les dynamiques militantes sont aujourd'hui absentes. Ce pour quoi on fait ce métier.

Dans ces présidentielles, il y a une chose étonnante : on ne peut plus ouvrir un quotidien ou un hebdomadaire sans qu'il y ait trois pages sur l'absence de la culture dans le débat. Mais quand on fait trois pages sur l'absence de culture, on parle de culture !

Dans mon exercice de la présidence, je suis confronté à la relation aux partis politiques et aux équipes des candidats, à l'exception notable de Nicolas Sarkozy ; je suis en contact avec des gens qui travaillent, qui ne sont pas dans l'incantation, qui regardent, essayent d'établir un diagnostic honnête, d'ouvrir des voies, de réfléchir à l'avenir.

Cette question de l'absence, je ne peux pas la partager. Il faut nuancer.

Mais il y a quelque chose qui n'est plus juste dans la relation que le monde artistique et culturel instruit avec le monde politique. Il faut redéfinir la nature de notre relation.

Elle est devenue totalement infantile, affective ; j'ai été frappé au débat à Aubervilliers d'une lettre d'un artiste qui se concluait par « Pourquoi ne nous aimez-vous plus ? ».

Ce n'est pas la question, mais c'est en ces termes qu'elle est posée. On lit des pétitions où il y a six questions du genre « Est-ce que l'art contemporain est important pour vous ? ». Nous ne savons pas quelles questions poser, nous ne connaissons pas à l'avance les réponses. Nous ne sommes pas des instituteurs style Troisième République qui noteraient le monde politique avec une attitude de surplomb. Cette relation est insupportable. Ce n'est pas le signe d'une bonne santé de la démocratie. L'enjeu des moments qui viennent, c'est de travailler à une nature différente de ce rapport, d'être dans un rapport plus adulte, de pouvoir se dire les choses, d'affronter l'avenir, de ne plus être sur des dogmes, d'essayer d'affronter les questions telles qu'elles sont.

Les élus avec qui je travaille, au niveau de la région, d'un département ou d'une ville, me font avancer, par l'écart des questions naïves qu'ils me posent, qui pour le commun des professionnels et des artistes apparaîtraient totalement idiotes. Il faut en finir avec cette attitude de surplomb, se mettre à une table et se dire que nous devons co-élaborer ensemble, coproduire des politiques publiques de la culture.

Lorsque Patrick dit que les budgets sont importants, c'est vrai, mais en même temps avec 1 000 euros du mètre carré de logement social, il y a mille et une façons de concevoir le logement social. La question aujourd'hui, c'est : « Qu'est-ce qu'on peut faire de mieux ? Quels acteurs peut-on installer dans la réflexion ? ». Ce sont les questions de l'avenir. C'est le basculement que nous devons tous opérer. L'enjeu est là.

Katerine Louineau

Dès le début de mon activité, il y a plus de 20 ans, j'ai ressenti la nécessité de rompre l'isolement du travail en atelier. Je me suis engagée dans une association d'artistes : Jeune peinture (aujourd'hui Jeune création). Cette association organise une manifestation chaque année à Paris avec environ 150 jeunes plasticiens. Son histoire est celle d'une utopie vivante, d'une autogestion bénévole qui a débuté en 1949, et perduré contre vents et marées. Aujourd'hui encore de jeunes plasticiens continuent de prendre le relais bien que les conditions soient de plus en plus difficiles.

Maintenant, je suis membre du CAAP, Comité des Artistes auteurs plasticiens.

C'est une organisation professionnelle sous forme associative dont le rôle est de défendre les intérêts moraux et matériels des artistes.

Le CAAP travaille avec les organisations professionnelles au sein de l'USOPAV, Union des syndicats et organisations professionnelles des arts visuels. Il est membre de la FRAAP, Fédération des réseaux et associations d'artistes plasticiens.

La FRAAP regroupe environ 200 associations ancrées sur tout le territoire, qui développent une multitude d'activités : soutien à la création, production et diffusion, résidences d'artistes, édition, mise en réseaux avec d'autres disciplines, médiation culturelle, colloques, débats, organisation d'ateliers, de cours et de stages, intervention dans les écoles, information et soutien des artistes sur les plans juridiques, sociaux et fiscaux. La diversité de ces actions les place au croisement de toutes les problématiques de l'art contemporain. L'action collective est une réalité forte. Depuis plus de 20 ans les actions initiées par des artistes se sont multipliées sous toutes sortes de formes et ça s'accélère, comme s'accélère la détérioration de nos conditions de vie. Car les situations qui poussent à l'action sont les plus insupportables ! Aujourd'hui 95 % des plasticiens sont condamnés au RMI ou à exercer un second métier.

Les associations d'artistes, malgré leur rôle essentiel dans la dynamique de l'art d'aujourd'hui, sont plus souvent entravées qu'encouragées dans leur développement.

Leur potentiel est sous-estimé voire méprisé, leurs ressources financières sont faibles, leurs actions dévalorisées. Face à cette situation, le discours que je vais tenir devant vous maintenant est celui que beaucoup de plasticiens aimeraient entendre d'un ministre de la Culture :

« Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Je dois d'abord vous faire un aveu : comme la plupart de mes prédécesseurs, j'ai été nommé ministre de la Culture alors que ma formation fut centrée sur la gestion et le droit, notamment administratif.

Jusqu'ici je n'ai guère eu le temps de voir des expositions ni d'aller au théâtre, au cinéma, au concert, et mes lectures furent le plus souvent utilitaires et encore une fois centrées sur la gestion et le droit, notamment administratif...

Peu de place donc à la lecture de romans et de poésie...

Autrement dit l'art est pour moi une entité abstraite qui m'est assez étrangère. De surcroît, je n'ai jamais eu l'occasion de pratiquer moi-même un art. Comme vous le savez, les matières artistiques sont si peu promues au sein de l'Éducation nationale qu'il est aisé de passer au travers de ce saupoudrage purement symbolique.

Je n'ai jamais fréquenté d'artistes, si ce n'est mon petit-neveu qui me fait la gueule à chaque réunion familiale – mais c'est une autre histoire...

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens, j'ai bien conscience que ce triple aveu n'est pas très rassurant au premier abord. Et de fait, mon inculture et celle de la plupart de mes collègues, professionnels de la politique, peut sans doute être considérée comme un signe des temps plutôt inquiétant alors même que nous ne cessons de prôner la nécessité d'une démocratisation culturelle.

Je vous prie de ne pas considérer trop sévèrement mes handicaps, bien que désolants ils sont en quelque sorte devenus traditionnels.

La seule novation est de vous l'avouer publiquement. Si je le fais c'est pour affirmer haut

et fort que je ne ferai pas semblant de savoir ce que je ne sais pas et que je suis prêt à apprendre. Je considère ma nomination au ministère de la Culture comme un stage de formation continue avec une obligation de moyens et de résultats.

À ce stade, je dois vous dire l'esprit dans lequel j'entreprends cette formation : Certes je suis novice en art, mais je crois savoir ce qu'est une mission de service public.

À mes yeux, l'un des rôles fondamentaux de l'État est de voir plus loin que le bout de son portefeuille et de se donner les moyens de défendre les secteurs d'utilité générale sur lesquels le privé ne misera pas (ou peu) faute de rentabilité à court terme. Tel est le cas de la création artistique.

Les arts tout comme la recherche scientifique ne produisent pas nécessairement de valeur marchande immédiate, en ce sens l'exercice de ces activités se distingue des professions appliquées de type classique et pose des problèmes particuliers.

Leur utilité sociale globale reste difficilement contestable.

Il s'agit donc ici de s'autoriser à penser qu'il peut exister des activités humaines socialement utiles mais apparemment économiquement inutiles ; des activités proprement nécessaires à notre humanité et dont la fin première n'est pas le gain financier. La pratique artistique est l'une de ces activités humaines, une activité rarement vivrière mais curieusement vitale, une activité qui semble-t-il prend beaucoup de temps à ceux qui veulent la mener à bien.

Le rôle de mon ministère sera de tout faire pour créer un environnement juridique et économique approprié à la spécificité des activités artistiques.

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens, j'ai choisi comme premier module de formation les arts plastiques. Pourquoi, me direz-vous ?

Parce que j'ai voulu commencer modestement et que précisément le budget des arts plastiques est le plus modeste de mon ministère.

Pour aborder le sujet, j'ai lu les déclarations des années 80. Ainsi Michel Troche, père originel de la DAP et des FRAC, DRAC, FNAC, FIACRE etc., déclarait en février 1982 dans *Connaissance des arts* :

Je suis parti de deux constats et j'ai mis l'accent sur deux écueils. Le premier constat, c'est la déconsidération généralisée à l'égard des arts plastiques, y compris par rapport aux autres secteurs culturels que sont la musique ou les spectacles. Soit déconsidération budgétaire – c'est toujours le parent pauvre – soit déconsidération dans les emplacements : l'art est presque toujours, comme dit Crémonini, l'espace des Esquimaux, la décoration des couloirs. Déconsidération dans la presse hebdomadaire ou quotidienne, vous savez comme moi le peu de place accordée aux arts plastiques dans les journaux.

Cette déconsidération généralisée à l'égard des arts plastiques doit nous rendre plus exigeants. Le deuxième constat, c'est que les arts plastiques sont le secteur culturel où la décentralisation et la régionalisation sont les moins avancées. Ce qui demande la mise en place dans les régions de gens responsables et de structures qui n'existent pas. Quant aux deux écueils qu'il faut éviter, c'est l'officialité et le corporatisme. Même avec les meilleures intentions du monde, nous devons faire très attention à ne pas créer un art officiel. Le deuxième écueil, c'est le corporatisme. Le corporatisme qu'est-ce que c'est ? C'est un groupe « qui ne pense qu'à sa défense professionnelle aux dépens d'un objectif culturel plus large ». L'objectif est « de favoriser un développement plus libre de l'activité artistique, de préparer aussi bien les meilleures conditions d'une liberté de création pour les artistes que celles d'une meilleure liberté d'appréciation pour le public. »

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens, nul n'ignore aujourd'hui qu'il existe un puissant dispositif institutionnel en matière d'art contemporain.

Alors qu'auparavant il n'y avait rien. Cependant mes premiers constats m'obligent à entrevoir le gouffre qu'il y a entre les déclarations d'intention de mes prédécesseurs et la réalité de la situation. En effet, 25 ans après les déclarations de Michel Troche, j'ai d'ores et déjà le regret de constater d'une part, l'actualité persistante des deux constats de l'époque et d'autre part, que les écueils ont été pleinement atteints contrairement aux objectifs. Je me rends compte qu'un immense chantier est à ouvrir, la politique culturelle des arts plastiques doit de toute évidence être profondément réorientée et relancée.

Aujourd'hui tout se passe comme si les missions de service public initiales des structures institutionnelles de l'art contemporain relevaient de... l'archéologie! Tout porte à croire que frappé d'endogamie chronique, le bateau tourne en rond et que son gouvernail a été fermement verrouillé pendant 25 ans... Un doute m'assaille: notre fameux réseau institutionnel d'art contemporain n'est-il qu'un rideau de fumée au service du plus petit nombre? En arts plastiques, les agents dépendant de mon ministère semblent avoir pris l'habitude de se faire plaisir à peu de frais, ils jouent aux experts en esthétique, ils vivent des charmes de quelques artistes de leur choix et laissent la majorité d'entre eux sur le carreau. Leur suffisance n'a – paraît-il – d'égale que leur insuffisance à s'atteler à leurs missions. Mes prédécesseurs appelaient cela "politique de l'excellence". Ces derniers temps, la DAP (Délégation aux Arts Plastiques) s'amusait à jouer les commissaires d'expositions, alors que les trois derniers rapports de l'administration des affaires culturelles servaient à caler des tables bancales. L'un de ces rapports concerne la Sécurité Sociale des auteurs d'art visuels, les deux autres portent sur les droits d'auteur (droit de suite et droit de présentation public).

Ne sont-ce point des sujets cruciaux quand on a pour mission de créer un environnement juridique et économique approprié aux activités artistiques? Dans les institutions, il ne faut pas installer l'arbitraire des choix.

La marginalisation des artistes qui s'est opérée durant ces deux dernières décennies m'apparaît comme une dérive mortifère pour l'ensemble de ce secteur. Les artistes ne sont-ils pas les premiers experts en matière d'art? Je me demande quel crédit aurait un ministère de la Culture qui ne s'attacherait pas à en préserver la source première: les artistes? Il est probable que le peu de visibilité des artistes français à l'étranger – admirablement mis en évidence par le rapport Quemini – soit l'un des effets néfastes des nombreux dysfonctionnements de notre système. Nous devons désormais veiller à ce que tous les maillons de notre réseau donnent enfin à voir le visage de la création dans toute sa diversité. Notre réseau institutionnel s'est sclérosé tandis que les collectifs et associations d'artistes ont repris le flambeau de la recherche, de l'expérimentation et du soutien à la création. Leur vitalité et leur capacité d'innovation sont exemplaires.

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens, ma conviction est que mon ministère doit être réellement au service des artistes et du public, et non l'inverse.

Il doit laisser le terrain aux gens de terrain et leur donner les moyens de faire ce qu'ils savent faire, non se substituer à eux.

Depuis 25 ans l'action de mon ministère en matière d'arts plastiques s'est apparemment résumée aux mouvements d'un *aï*. Vous savez, ce mammifère d'Amérique du Sud qu'on appelle aussi paresseux – la tête en bas, il se déplace extrêmement lentement sur sa branche... Mon Ministère doit s'engager plus et mieux.

Pour ce faire, il s'appuiera sur les forces vives de ce secteur : les artistes et leurs associations. Je m'engage non seulement à écouter les artistes mais à les entendre.

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens, en choisissant comme premier module de formation les arts plastiques, je pensais aborder un petit secteur tranquille, circonscrit, sans gros besoins. Je découvre une situation aberrante soigneusement laissée en l'état et même entretenue par mes prédécesseurs. Bien que débutant dans cette formation, j'ai jugé bon de vous faire part de mes premières impressions. Pour finir et afin que vous mesuriez mieux les tâches qui m'incombent, je vous livre maintenant mes premiers devoirs reçus des plasticiens :

- Réalisation d'un audit et d'un bilan de la politique centrale et décentralisée menée dans les arts plastiques depuis 25 ans, sur l'ensemble de ses missions (soutien, diffusion, acquisition, droits des artistes) ;

- Ouverture d'un débat après publication de cet audit, afin de mettre en place des critères d'évaluation des actions, une énonciation publique des missions des structures et de leurs agents ;

- Mise en œuvre systématique de la présence des artistes plasticiens à parité avec les autres acteurs de l'art contemporain dans toutes les structures et commissions les concernant ;

- Mise en place d'une charte déontologique, pour tous les lieux de diffusions institutionnels (FRAC, centres d'art, écoles d'art, etc.) et les lieux dépendant des collectivités territoriales, entraînant l'obligation de conclure des contrats précis et identiques pour l'ensemble de ces structures, ainsi que la mise en place d'une grille de rémunérations pour les plasticiens.

- Inscription dans les droits sociaux des plasticiens d'une protection sociale relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;

- Création d'un dispositif de formation continue : soutien à la création d'emplois dans le secteur associatif non institutionnel, conventionnement des associations selon des critères définies et des bilans partagés, développement de ressources associatives régionales : centres de ressources, ateliers coopératifs, lieux de présentation coopératifs, engagement ferme concernant le respect des droits d'auteur des artistes plasticiens, donc révision de la dernière loi sur le droit d'auteur et notamment :

- Rétablissement de la primauté du droit de reproduction de l'auteur sur le droit à l'information de la presse

- Application systématique du droit de présentation public (ce droit est inscrit dans la loi depuis 1957 mais n'a jamais été appliqué aux plasticiens) Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens, comme vous le voyez, l'ampleur des tâches qui m'incombent est considérable, je vais m'y atteler sans désespérer. Je vous remercie de votre attention et ne manquerai pas de vous faire part des progrès que je ferai au cours de cette formation continue intense mais passionnante. »

Valérie de Saint-Do

Je voudrais – après cette vraie performance, il fallait une plasticienne pour un moment de théâtre ! – donner la parole à Robin Renucci. Il est un mot, deux mots exactement, que l'on voit revenir dans les discours politiques. Deux mots qui ont représenté pendant des décennies la face cachée de la culture : l'Éducation populaire. Ça a été ringardisé au cours des dernières décennies. C'était devenu tabou. Pourtant c'est une référence d'une partie de notre histoire culturelle restée essentielle pour nombre d'acteurs.

Tout à coup il semblerait qu'il y ait un frémissement et une volonté de s'en emparer. On peut s'interroger sur ce rapport entre les mots d'Éducation populaire et ce partage du sensible que j'évoquais et sur tous les malentendus que peut susciter l'expression. « Éducation populaire », est-ce éduquer le peuple, ou est-ce que ça relève de cette action artistique que portent les acteurs qui se sont exprimés ici, et que nous défendons au quotidien. Robin, vous vous revendiquez clairement de l'Éducation populaire, et j'aimerais vous laisser la parole à ce sujet.

Robin Renucci

Le sens des politiques culturelles c'est d'amener la culture aux *autres*. Au fond, c'est de là qu'il faut repartir, du peuple, avec toutes les diversités présentes dans notre population qui font les particularités de notre époque.

L'Éducation populaire s'est fondée sur les ruines de la démocratie, au pire moment du siècle dernier. Toutes ces femmes et ces hommes ont eu le courage d'aller à la rencontre du peuple, pour aller chercher auprès de lui ce qui est devenu progressivement la démocratie culturelle, qu'on a institutionnalisée depuis 1959 avec Malraux. On a vite compris le problème d'émancipation que cela provoquait : donner la parole au peuple, lui dire que c'était lui qui allait être en charge de donner à la culture sa force, sa vie, c'est tout à fait subversif ! On l'a compris et on l'a réinstallé dans une institution cloisonnée et nous avons vécu toutes ces distorsions dont on souffre encore, dont je souffre encore.

À 16 ans j'ai connu les stages de l'Éducation populaire, et je continue à souffrir de la discordance du ministère de la Culture avec celui de l'Éducation nationale, et de celui-ci avec celui de la Jeunesse et de la Vie associative. Nous sommes loin de toute la reconstruction qu'il faudrait faire sur le plan politique, parce que nous n'avons pas analysé notre histoire, et qu'on ne fait que détruire, dans l'alternance politique, le travail des équipes précédentes.

Nous avons connu de grandes avancées en matière d'éducation artistique et culturelle, avec le plan Lang-Tasca, un plan d'ouverture, d'accès à tous les champs artistiques et culturels. Et puis il y a eu un blocage, puis une relance, et à nouveau ça s'est perdu.

Et aujourd'hui chacun, dans chaque dossier, place la culture au centre de la politique. On nous fait presque l'affront de nous dire que l'éducation artistique et culturelle est devenue un enjeu national. Avec quels moyens ? C'est la question.

On nous répond que la dette de l'État est telle qu'on ne sait comment y arriver. Je pense qu'il faudra se poser la question majeure : y a-t-il une éthique possible pour que les avancées ne soient pas remises en cause ?

De même qu'on a remis en cause, soixante ans plus tard, les grands fondements du socle de la démocratie et de notre modèle de société, le modèle social français. On l'a totalement érodé, dans tous les sens.

Ne peut-on se porter garant de ne plus altérer les propositions qui ont fait avancer le *schmilblick* ?

L'Éducation populaire est de nouveau d'actualité, peut-être d'une manière circonstanciée par rapport à ces élections, d'une manière sourde. Par la volonté de chacun de se réapproprier sa liberté, de devenir artisan de sa vie : c'est ce qu'elle prône.

Ce qui nous choque aussi c'est l'instrumentalisation du champ culturel vers le « lien social ». Il faut que le champ culturel provoque du lien social ! Mais faut-il rappeler qu'on peut voir les choses dans l'autre sens ? N'est-ce pas le lien social nécessaire qui provoque de la culture ? C'est parce qu'il y a du lien social que l'on a envie d'exprimer des choses de soi, de sa vie. C'est parce qu'on bat le blé que l'on joue et que l'on chante.

C'est parce qu'on est bien ensemble qu'on a envie de peindre, d'exprimer, de raconter. Pour reconstruire ce lien, il faut une volonté politique.

Les termes sont employés dans des acceptions totalement différentes.

Qu'est ce que l'art ? L'art ce sont les œuvres. La création et sa production. La culture, c'est la mise en chantier de l'accès vers la création. Donc ce sont des champs différents. Ce n'est pas la même chose, l'art, le produit, l'œuvre.

Ça fait dix ans que je mets en application concrète ce rapprochement, en Corse et en Ile-de-France, par le partenariat entre enseignants et artistes. Lorsque l'art entre véritablement à l'école, on sait que ça change les choses. C'est un levier. Faire se rencontrer les enseignants, les artistes, amateurs et professionnels...

En 1959, on a opposé les amateurs aux professionnels. Et toutes les pratiques amateurs sont devenues le « socioculturel », etc., qu'on a mis à l'écart. Or, c'est de là que sont nés les directeurs de centres importants, de théâtres et de lieux d'expressions : du champ des amateurs. Cette reconnaissance est toujours à signifier. Je fais en sorte que le partenariat soit réel entre les enseignants, les artistes, les amateurs...

Les responsables de projets éducatifs, il faut les former. On ne le fait pas.

On les balance dans des banlieues où ils deviennent des « grands frères » avec un minimum de mots à leur actif, comme à ceux à qui ils s'adressent. Ils s'adressent à eux de la même manière, non dans l'utilisation d'un langage soutenu, un langage poétique, un langage littéraire fort. Il faut donc trouver des lieux, des espaces. J'en ai trouvé un dans mon village en Corse, dans un lieu improbable, où on réussit à faire passer plus de mille participants, amateurs, professionnels, enseignants... Plus de mille y sont passés, ça fait dix ans que ça dure, on fait la même chose en Ile-de-France, par l'action concrète. Ça demande des stages longs, fondés par les membres du Conseil National de la Résistance à l'issue de la guerre, dans la foulée de cette démocratisation culturelle.

Ça existe, ça continue d'exister. Cette réappropriation du champ culturel n'existera que par une volonté politique majeure, au sommet de l'État. Je ne la sens pas du tout, pour l'instant, chez les candidats, je ne suis pas optimiste.

L'éducation artistique passera nécessairement par la formation des formateurs, des enseignants, dont 50 % partent à la retraite dans les quelques années qui viennent. C'est une heure historique pour notre démocratie, puisque ces enseignants vont être remplacés par des jeunes gens qui n'ont pas eu de rencontre, ni avec l'art, ni avec la personne qui va réveiller, dans le champ scolaire, un moment de culture. Nous traversons un moment très fort, qui aura sa réponse dans quelques jours, mais ça fait trente ans que certain d'entre nous militent. Et les choses n'ont pas avancé. Si nous laissons faire à nouveau, les prochains instrumentaliseront. J'ai bien vu ce que ça pouvait être, à l'école : un peu de dessin, un peu de pipeau... On ne parle pas d'enseignement artistique.

On parle d'Éducation populaire. Qu'est-ce qui construit le citoyen ? Qu'est-ce qui le rend capable, doué d'esprit critique ? Qu'est-ce qui lui permet de ne pas devenir un *consommateur* qui va gober tout ce qu'on lui propose ?

C'est lié à la question des médias. Les grands groupes financiers ne devaient pas toucher à la presse et aux médias. Regardez où nous en sommes aujourd'hui, ce qu'est devenue la télévision : un endroit d'acculturation totale.

Sans mise en cause profonde de cette situation à laquelle sont confrontés nos enfants, le champ de l'école continuera à se ruiner, et notre champ culturel ne pourra pas réaliser son œuvre...

L'état des lieux, on le connaît.

Mais comment fait-on avec ces candidats que nous avons et que nous avons voulus ? Patrick a parlé de la difficulté à être libre.

Je viens de réaliser un film de cinéma dans mon village, toujours avec cette pensée de « rendre » plutôt qu'« apporter » la culture au peuple. Pour qu'ils s'en emparent. J'ai voulu construire un film de cinéma, donc trouver les moyens de le produire, réunir la somme nécessaire ; j'en suis à la distribution, c'est un calvaire. Mais j'ai réussi à imposer que les acteurs du film soient les gens de mon village. C'était eux qui devaient raconter leur histoire. Et l'histoire devait être écrite avec eux, avec un atelier d'écriture. Le film s'appelle *Sempre vivu* : « toujours vivant ». La résistance dans tous nos actes.

Nous sommes militants à certains moments et artistes à d'autres, c'est ce que disait Patrick, mais il y a un moment où il faut superposer les deux pour ne pas céder à la pression et engager une star à la place des gens de mon village. Imposer, dans nos actes, notre vision de cette réappropriation du champ culturel par ceux qui en sont privés.

Jean-Gabriel Carasso

Ceux qui travaillent sur la question de l'ouverture des relations entre le monde de l'art et de la culture et celui de l'éducation, de l'école – pas seulement dans le temps scolaire – qui y ont consacré des d'années, sont dans une période extrêmement paradoxale.

C'est apparu clairement l'été dernier à Avignon à l'occasion d'un débat organisé par le SYNDEAC, qui avait invité tous les partis politiques à dire ce feraient.

Pour la première fois depuis près de quarante ans, tout le monde est arrivé en disant : « Ce qui est important, c'est de travailler sur l'éducation artistique, former les enfants, les jeunes, mettre l'accent sur les questions de formation ». C'est une évidence, mais tout le monde a dit ça. Et Francis, qui est un malin, avait conclu cette journée par un petit texte d'un parti politique qui disait que l'éducation artistique, l'histoire de l'art, etc. étaient fondamentales. Il avait piqué ça dans un programme du Front National !

Dans les séminaires et les colloques, ce thème devient prioritaire. On se dit qu'on n'a pas travaillé pendant trente ans pour rien. Il semblerait qu'une prise de conscience s'opère dans le champ public et qu'il va se passer quelque chose, quel que soit le pouvoir politique. On est plutôt contents...

En même temps, je pense à Umberto Eco. Je l'ai entendu une fois à la télévision parler du rôle des intellectuels en politique. Il disait que les intellectuels doivent dire aux politiques : « voilà ce qu'il faut faire », mais surtout ne jamais prendre le pouvoir ; sinon ils vont faire ce qu'ils ont dit, et là c'est la catastrophe. Lorsque le politique dit : « d'accord, je vais faire ce que vous avez dit », il faut qu'il revienne et qu'il dise : « attention, ce n'est pas exactement ce que j'avais dit ».

Il y a un travail de vigilance à maintenir. Au moment où il peut y avoir des investissements humains, financiers, de temps, administratifs, je ne sais sous quelles formes...

La question est de savoir ce qui se cache derrière cet apparent consensus, et quels sont les enjeux sur lesquels il faut rester vigilant.

Pourquoi parle-t-on de ça aujourd'hui ? C'est révélateur de trois ou quatre grandes crises profondes : de la crise du champ culturel, de celle des politiques culturelles. Cinquante ans de politique dite de démocratisation, de l'offre et d'aménagement du territoire, de mise en place d'institutions, de structures, etc... Ça a une limite, les enquêtes le montrent, la sociologie l'a démontré : cela s'adresse à 20 % de la population. Une grande partie de la population a du mal à être concernée par ces investissements. Le bon sens dit qu'il faudrait former les enfants...

Mais ce ne sera pas aussi simple.

En tout cas, cela apparaît comme un élément de légitimité.

En gros, les politiques culturelles sont délégitimées non par leur échec, mais par leurs limites. Il y a une recherche de relégitimation. Je vois des élus à la culture se battre avec leurs collègues dans des municipalités, dans des conseils généraux, et qui doivent dire : « voilà pourquoi on doit mettre de l'argent dans ce domaine ».

Il y a un problème de légitimité. L'éducation, la formation, l'élargissement aux populations, sont des réponses possibles.

La deuxième crise, c'est la question de l'éducation. Ce système éducatif qui produit de l'échec, qui a un mal fou à s'adapter aux évolutions du monde, des technologies, des imaginaires, du marché de l'imaginaire, se pose depuis des années la question du contenu, de la sensibilité, de la créativité, des langages symboliques. Quelles méthodes pédagogiques ? Doit-on toujours passer par la méthode magistrale, ou prend-on en compte ce qu'ont apporté trente ou quarante ans d'expérience : des pédagogies, des projets, des partenariats avec des artistes, de l'ouverture sur l'environnement artistique et culturel ? Cela implique de changer profondément la manière d'être dans la relation d'éducation. L'éducation artistique et culturelle, c'est une offre de transformation, d'évolution du système éducatif. Il y a des résistances très fortes, depuis longtemps, qui vont continuer. C'est un combat entre l'ancien et le nouveau. Si cela arrive sur le débat public, c'est sans doute parce qu'on a bien travaillé depuis quarante ans. Mais, fondamentalement, deux questions sont posées par le bouleversement anthropologique actuel : tout fout le camp, tout bouge, tout se transforme. La famille n'est plus la famille, elle se décompose avant de se recomposer, le pays n'est plus le pays, la nation n'est plus la nation, le travail n'est plus le travail, puisqu'il n'y en a pas pour tout le monde, la religion n'est plus ce qu'elle était, on la délaisse ou on la surinvestit selon les cas.

Bref, nous sommes dans un mouvement de transformation considérable. Et deux questions sont posées. La première c'est : Qu'est-ce qu'on transmet à nos enfants ? Qu'est-ce qu'on garde, qu'est-ce qu'on enlève ? C'est la question de la transmission. Et comment le fait-on, dans un nouvel environnement ? La question éducative est fondamentale. La deuxième question est celle de la culture, de ce qu'on partage. Quel est l'espace symbolique dans lequel on échange, avec les gens qui viennent de civilisations, de pays d'histoires, de géographies différentes, à partir de nouvelles technologies, de ces champs qui sont ouverts. Quels sont les espaces de partage qui fondent notre identité commune ? Cette question de l'éducation artistique et culturelle est au croisement de la question de la culture, de la transmission et de l'éducation.

On en est là, et c'est un mouvement qui vient de loin. Ça fait une quarantaine d'années que ça traîne – un siècle si on va chercher du côté de l'éducation nouvelle... On arrive à un moment où ça se cristallise, et il va se passer quelque chose. Demain, ou dans trois ou cinq ans, il y aura des résistances, des reculs, mais cette question de la place de l'art et de la culture dans l'éducation de nos enfants, et inversement, la place du monde éducatif par rapport à la production artistique va se développer.

L'enjeu, c'est la vigilance, parce que ça peut basculer dans un sens ou dans un autre. Ça peut devenir un marché, si demain on dit : « il faut absolument que dans les cinq ans qui viennent tous les enfants de France, de la maternelle à l'université, aient des activités artistiques avec des intervenants », on verra fleurir toutes les officines privées possibles et imaginables, qui s'engouffreront dans ce marché.

La responsabilité politique est une responsabilité sérieuse de formation. De qualification, de qualité. De transmission des expériences, d'invention. De faire passer le sens.

Ou ce travail aura un sens et il fera évoluer les choses de manière critique, dynamique, créative, ou ça deviendra un marché supplémentaire ajouté à la sclérose de l'éducation, et on aura abouti à l'opposé de ce que nous voulons.

Ce qui est positif, c'est la mobilisation qui commence. Nous avons été longtemps très minoritaires. Il y a eu pour la première fois, une motion votée par le SYNDEAC à l'unanimité sur ces questions. C'était inimaginable il y a quinze ans. Un certain nombre de professionnels disaient : « vos histoires de socio-cu et d'éducation ne nous concernent pas. Nous, on s'occupe d'art et de création. »

La première fois que j'ai réussi à faire des colloques à Avignon, quand je dirigeais l'ANRAT, on nous a pris pour des fous. On nous disait : « vous nous ennuyez avec ces sujets, le problème c'est la diffusion artistique, le marketing, les entreprises, etc ».

En quinze ans les choses ont bougé : de plus en plus de gens s'intéressent à ça.

Qu'attend-t-on d'un président, d'une présidente, en matière artistique et culturelle ?

En général, on pose des questions extrêmement précises : « Qu'est-ce que vous allez faire pour tel domaine ? », « Combien allez-vous mettre d'argent ? » etc.

Mais la vraie question est bien au-delà : « Qu'est-ce qu'un engagement de la République ? » La culture, l'art, l'éducation, c'est un engagement républicain. Qu'est-ce qu'on attend d'un président de la République ? Qu'il porte la parole de la République ! Qu'il dise pourquoi une république doit développer une politique en matière d'éducation, d'art et de culture. C'est un problème de politique républicaine.

Patrick Champagne

Depuis pas mal d'années j'accompagne et je m'intéresse à la démarche de *Cassandra*. Ce qui avait déclenché notre dialogue, c'était la mise en théâtre de *La Misère du monde*, l'ouvrage fait avec Bourdieu, qui essayait, à travers des entretiens, de produire des *effets*, c'est-à-dire de faire quelque chose de politique à partir de la sociologie. De mettre en quelque sorte les moyens du théâtre au service de la diffusion de l'analyse sociologique. Ce que disait Patrick Bouchain sur le fait que c'est peut-être dans son métier qu'il faudrait faire le plus de politique, me fait penser à une phrase de Bourdieu, qui expliquait, contre une certaine conception de la science sociale qui se croit d'autant plus scientifique que le politique en est exclu, que plus l'analyse du monde social est scientifique et plus elle est politique. Il n'y a pas la science d'un côté et la politique de l'autre. Plus on avance dans la compréhension des choses, et plus on est en mesure d'agir de façon consciente.

Nous traversons un moment critique de transformation sociale majeure. Les problèmes qui sont posés ici se posent dans beaucoup d'autres secteurs, comme dans dans celui de la recherche, avec la question de la privatisation, c'est-à-dire le fait de faire de la recherche non plus dans une logique de service public, mais dans une logique marchande. On peut aussi citer l'exemple du musée du Louvre, qui a désormais un logo, qui est une marque déposée. Il y a là l'indice d'un processus de marchandisation de la culture sur lequel on peut légitimement s'interroger.

La logique marchande envahit tous les domaines, que ce soit dans l'édition, la recherche de best-sellers étant devenue, pour beaucoup de maisons d'édition, y compris les plus prestigieuses, un but en soi.

Le même problème se pose en matière d'information.

Les journalistes étant plus soumis et jugés aux scores de l'audimat qu'au respect de la déontologie professionnelle.

La même interrogation traverse la télévision : est-il encore possible d'instaurer une télévision de service public qui propose autre chose que la télévision commerciale ?

Ces divers constats ont un point commun : si, au XXe siècle, le *tout politique* l'a emporté largement dans la régulation sociale, avec les effets et les conséquences catastrophiques que l'on sait, nous sommes en train de passer au *tout économique* qui a des conséquences non moins catastrophiques. Dans tous les secteurs, le marché (la rentabilité à court terme), qui est censé tout régler, est en train de détruire les logiques culturelles qui peuvent être diverses mais qui ont en commun d'exister contre les logiques purement marchandes.

Je ferai une autre référence à Bourdieu puisqu'une part importante de son combat, à la fois politique et scientifique, était de montrer qu'au XIXe siècle s'est créé quelque chose d'étonnant contre le profit et contre l'économie, à savoir précisément le champ culturel, c'est-à-dire un univers qui ne veut avoir à faire qu'à lui-même, un univers qui crée ses propres normes. Or, nous assistons aujourd'hui à la remise en cause de l'autonomie culturelle, condition indispensable à la création. Cette autonomie est remise en cause d'abord par les politiques, qui tendent à instrumentaliser les artistes. Ils leur demandent de "réduire la fracture sociale", de faire des opérations culturelles visibles qu'ils pourront mettre dans leurs programmes électoraux, etc. Mais l'autonomie culturelle est aussi, et c'est encore plus dangereux, menacée par les logiques économiques qui s'intéressent surtout là où il y a des profits à espérer. Les financiers s'emparent de secteurs culturels entiers, promettent dans un premier temps qu'ils ne changeront rien, qu'ils garderont les mêmes responsables, etc. Mais cela ne dure généralement pas longtemps. Il ne s'écoule pas plusieurs mois que les fondateurs ne soient remplacés par des gestionnaires.

Il y a un piège sémantique dans des mots comme *démocratisation* ou *culture*.

Chacun y met le contenu qui l'arrange. Est-ce qu'il s'agit de « démocratisation culturelle » ou de « démocratisation de la culture ». Ce n'est pas la même chose. Démocratisation culturelle veut dire que tout est culture, qu'il faut démocratiser ce qu'on entend par *culture*. « Démocratisation de la culture » signifie qu'il y a une *vraie culture* et qu'il faut amener le peuple à elle. Il conviendrait d'explicitier ces expressions pour savoir si, au-delà des mots, tout le monde parle bien de la même chose.

Le dernier point que je voudrais évoquer, c'est que l'art, par essence, est politique. L'art consiste à jouer avec les catégories de notre perception ordinaire, à nous aider à voir le monde autrement. Les artistes, bien souvent, nous chahutent la tête, nous font prendre conscience de certaines choses, font que, après un spectacle, on en sort différent. Et ça, c'est à la fois profondément révolutionnaire et inquiétant. L'art peut aussi être mis au service du monde tel qu'il est.

On voit souvent la politique quand il y a contestation, mais il y a peut-être encore plus de politique dans tout ce qui concourt au maintien de l'ordre symbolique.

Je voudrais, pour conclure, rendre hommage à un homme des arts plastiques : Pontus Hulten qui est décédé récemment et qui fut un grand directeur du musée d'art moderne du Centre Georges Pompidou. C'était une sorte de saltimbanque, un ami des artistes qui a monté un certain nombre de très grandes expositions.

Il a été remercié au début des années 1980 après avoir contribué au renouveau de l'art contemporain en France.

Il est parti aux États-Unis où on lui a demandé de monter d'autres musées d'art moderne, etc. Il a pu voir concrètement le poids des contraintes financières.

Au lieu de concevoir des expositions, il a dû passer la plus grande partie de son temps à chercher de l'argent auprès de « mécènes » intéressés aux retours en terme d'image. Il a dû lutter contre les mécènes qui intervenaient dans la conception des expositions. afin d'attirer le plus de monde possible et faire, de ces musées privés, des entreprises qui rapportent. Il a abandonné ces fonctions car il était réduit au rôle de gestionnaire.

Ce qui se passe en France, avec les musées publics, pourrait conduire à la même situation si l'État – non pas tel gouvernement, tel président, tel candidat à la présidence, mais cette instance au service du public – se retire du domaine de la culture.

L'État, en France, a construit tout une tradition du service public.

Elle demande sans doute d'être revisitée mais l'État ne peut se désintéresser de la création culturelle. C'est par nature un secteur qui ne peut être rentable à court terme. L'opposé radical à tout ce qui a été dit ici, c'est le palmarès des cent meilleurs audimatés que fait TF1 chaque année, dans lequel on mélange un match de football avec une *star ac*, etc.

Et tout ça est unifié par le critère « combien on a fait de téléspectateurs ». Ce qui est mis en avant ici, ce n'est pas : combien ? C'est : qui ? pourquoi ? comment ?

Marie-José Mondzain

Chacun d'entre nous essaye de faire avec ses moyens, là où il est.

Ça commence avec le voisinage, ça se poursuit dans le lieu de travail, ça se continue dans des moments de transmission de la culture, et mieux encore, dans des œuvres d'arts. Mais chacun me semble, des deux côtés de l'auditoire, témoigner de ce sentiment que ça se joue dans des petits gestes.

Une sorte de force des choses faibles, des petites choses, du tissu associatif.

Nous avons déjà fait l'expérience de cela au moment de la campagne du référendum, dont on retrouve dans le débat de cet après-midi beaucoup de traces.

Je me sentais souvent, en tant que philosophe, très seule dans ma façon de pratiquer mon métier. Nous sommes très nombreux à être seuls. Donc nous ne sommes pas seuls. On est très nombreux à se questionner et à faire ce qu'on peut.

Ce constat est majeur par rapport à la question à envoyer à la future présidence : « Et vous, qu'est-ce que vous allez faire ? » Lorsqu'on se réunit comme ça, on est sollicité par l'envie de partager, nous retrouvons le sentiment que chacun peut faire quelque chose. Ce n'est pas ce que nous allons demander à ceux qui vont prendre le pouvoir qui est important, c'est ce que nous allons leur opposer, chaque jour, chaque heure, à chaque moment, de force de résistance, en tant que créateur, enseignant, cuisinière, mère de famille.

Qu'importe. La capacité d'exercer sa liberté est donnée à chacun.

Elle n'est pas réservée aux artistes.

La deuxième chose à laquelle j'ai pensé, c'est au travail de Klemperer sur la langue nazie, et au film de Stan Neumann, *La langue ne ment pas*, qui avait été sensible à la manière dont le vocabulaire et la langue dérapent, se coulent, se durcissent, s'épaississent, se paralysent, au fur et à mesure que des forces de fascisation et de mort s'installent. Malheureusement, le mot culture est en train d'en prendre un sacré coup.

Lorsqu'on dit, d'un commun accord, que le mot « culture » n'apparaît pas dans la campagne, je dis : « Mais bon dieu, on ne parle que de ça ! »

Le mot culture est devenu celui derrière lequel, dans cette campagne, veut se dissimuler l'effondrement du politique.

On ne fait pas appel au « milieu » de la culture ou de l'art.

On fait appel à des artistes, ou autoproclamés comme tels, courtisans ou partisans, et on leur demande d'accompagner cet effondrement du politique.

C'est terrible. Il faut reprendre les mots. Qu'on puisse faire comme je l'ai entendu ce matin à la radio, le compte rendu d'un débat qui a eu lieu sur l'expression « éducation artistique

et culturelle », je me dis : mais attendez, « éducation culturelle », ça veut dire quoi ? Il y a une éducation non culturelle ? Qu'est-ce qu'une éducation qui ne serait plus culturelle ? L'éducation consiste à construire la culture. Qu'est-ce que c'est qu'un programme d'« éducation culturelle » ? On s'habitue à dire des choses qui ne veulent rien dire.

Lorsqu'on ne veut plus rien dire, on cache un vide.

C'est le vide politique. Éducation, art, culture, sont des enjeux d'une extrême gravité.

Ce n'est pas en jonglant avec des substantifs et des adjectifs, comme « politique culturelle », qu'on s'en sortira.

Rancière a dit quelque chose de très intéressant : que la démocratie n'est pas l'exercice du pouvoir. Ce qui se joue en ce moment de la politique concerne l'exercice du pouvoir. Et l'art concerne l'exercice de la liberté. Ce qui se joue dans ces deux exercices est incompatible, et cette incompatibilité est capitale pour construire la richesse de la culture. La culture est le mode sur lequel les œuvres de l'art parviennent à ceux à qui elles sont offertes, de sorte qu'elle leur rend le possible exercice de leur liberté.

La culture est le mode sur lequel on permet aux œuvres, qui ne sont pas faites pour exercer un pouvoir, d'atteindre ceux qui veulent se réapproprier leur capacité d'agir là où ils sont.

Ça peut être une façon pour les uns, de permettre à d'autres de devenir aussi artistes. Mais ce n'est pas la seule question. L'art ne permet pas à chacun de devenir créateur. Par la voie de la culture et du partage du sensible, c'est-à-dire d'un partage de l'émotion et du sens (les deux registres présents derrière le mot « sensible »), l'art permet de se réapproprier quelque chose qu'on nous enlève chaque jour d'avantage : la capacité d'inaugurer quelque chose, d'être, d'agir.

D'être la cause de nos actes, de ne pas être l'effet d'un désir qui n'est pas le nôtre.

Tout ce qui a été rappelé ici, la mercantilisation et l'effondrement du politique, le fait que les œuvres deviennent des marchandises, que les noms des artistes vont être gérés comme des marques, les œuvres comme des brevets, tout cela provient du fait que le monde économique se substitue à la vie collective.

Il faut redire avec insistance qu'il n'y a pas de *politique culturelle*.

La culture est un geste politique. Vous avez tous rappelé que l'art est un geste politique. C'est-à-dire que l'art est la condition de possibilité d'un partage et d'un don. Un geste d'art est un don et un contre-don. C'est quelque chose qui rend, à celui à qui il s'adresse, la capacité d'être à son tour *inaugural*.

L'éducation artistique, c'est savoir si, quand on s'adresse à des enfants depuis l'école maternelle, on les met en situation de s'approprier leur capacité inaugurale à agir.

Je travaille depuis quelque temps avec des enfants, dans les écoles primaires, et récemment dans le secondaire, et ce travail ne consiste pas, lorsqu'il s'agit de travailler sur des images, à arriver avec les chefs-d'œuvre du cinéma ou de la peinture, en leur disant : « vous y avez droit ».

J'ai demandé à ces tout jeunes : « Apportez-moi des enregistrements VHS de ce que vous aimez que vous voyez à la télé ou ailleurs et qui vous fait plaisir, des petites formes, et on va parler de ça pour construire ensemble ».

C'est un réapprentissage de la parole, pour apprendre à juger ce qu'on aime, ce que l'autre a aimé et qu'on n'aime pas. Ils n'étaient pas d'accord, ils avaient choisi des choses différentes et contradictoires : ça se bagarrait.

La parole s'est mise en marche, et la demande est venue de travailler sur les grands films. Quand Robin dit qu'on commence par recevoir de celui à qui l'on s'adresse, c'est profondément vrai. Ce qu'il faut, c'est leur permettre de se réapproprier la parole, pour construire un langage. Que la construction de ce langage permette le partage de ce qu'on aime et de ce qu'on n'aime pas. Sur cette base – apprendre à écouter, prendre le temps de voir – on peut aller vers les grands rendez-vous du regard, de l'oreille, du corps. L'éducation ne doit être ni artistique ni culturelle. Elle est politique. Elle construit des sujets qui peuvent se parler et s'écouter, pour partager, dans un cheminement qui respecte les sensibilités, les origines de chacun, pour aller vers ces catégories que nous appelons - sans défaillir – universelles. La lutte, le terrain de lutte pour la défense des artistes, pour qu'ils puissent créer, pour qu'ils aient les moyens de vivre dignement, pour que les situations de partage et de transmission soient favorisées, c'est la nécessité de budgets importants, il n'y a aucun doute là-dessus. Mais c'est une lutte de longue haleine. Cette campagne présidentielle ne met pas en jeu des enjeux culturels, elle se sert de la culture. Les principaux candidats ont fait des choix néo-libéraux, et nous savons qu'à des titres différents et avec des ruses variées, ils traiteront l'art et la culture comme des marchandises. Nous sommes partis pour nous battre longtemps, et nous ne devons pas lâcher. Il y a quelque temps, Stéphane Hessel et son groupe de résistants avaient fait circuler sur internet un très beau témoignage. C'était au moment des luttes des lycéens et des étudiants au sujet des contrats de précarité. On voyait cette vidéo où ces gens qui ont en moyenne 80 ans, disaient : « Battez-vous, lutez, parce que créer c'est résister, penser c'est résister, résister c'est penser et c'est créer. Si vous ne résistez pas, que vous ne créez pas et que vous ne pensez pas, alors ce que nous avons fait contre le nazisme n'a plus aucun sens. Nous, les vieux, qui allons mourir, on vous demande de préserver le sens de ce que nous avons fait à ce moment ».

David Langlois-Mallet

Le désir n'est pas seulement un désir de faire individuel. Il faut que les choses prennent ensemble. Et il faut être capable d'inventer du sens, dans son activité artistique ou avec des artistes, avec des publics, dans des hôpitaux, etc. Mais aussi être capables, nous-même, de fabriquer un sens politique. Cette notion a été perdue quelque part entre la génération des résistants et la nôtre. Il manque un savoir faire-ensemble, une élaboration. Ce débat me fait penser à une phrase d'Hannah Arendt sur les oasis. Une phrase qui parle des passions apolitiques qui nous détournent du politique, comme l'amour, l'amitié... Ces passions ont une forme de vérité... Beaucoup de choses nous appellent à la vie, mais on se replie sur des oasis et on délaisse la sphère publique. La question est de pouvoir, à un moment donné, refédérer nos oasis pour faire reculer le désert. La question de cette absence du débat culturel en politique est liée à notre capacité, ou notre incapacité (ou notre lâcheté) à reconquérir ou non cet espace.

Coordonnées

Cassandre-Horschamp

Cité européenne des Récollets
150, rue du faubourg Saint-Martin
75010 Paris
Tél. 01 40 35 00 98
www.horschamp.org

ANRAT

L'Association nationale de Recherche et d'Action Théâtrale rassemble des artistes et des enseignants qui sont engagés dans des actions d'initiation, de formation et d'accompagnement des jeunes aux pratiques théâtrales principalement au sein de l'École, mais également hors temps scolaire.

Centre de documentation : 38, rue du Faubourg Saint Jacques 75 014 PARIS.

www.anrat.asso.fr

SYNDEAC

Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles
8, rue Blanche
75009 Paris
Tel: 01 44 53 72 10
www.syndeac.org

FRAAP

Fédération des réseaux et associations d'artistes plasticiens
FRAAP, C/O EPPGHV, 211 Avenue Jean-Jaurès, 75 019 Paris
Tel: 01 40 03 08 89
www.fraap.org

CAAP

Comité des artistes-auteurs plasticiens
187, rue du Faubourg Poissonnière
75009 PARIS
Tél.: 01 48 78 32 52
www.caap.asso.fr

ARIA Ile-de-France

Association des rencontres internationales artistiques
20, rue Delizy–93500 Pantin
Tel/ Fax : 01 48 46 37 26
www.aria-robinrenucci.org

WWW.HORSCHAMP.ORG



*Nous en avons débattu
le 16 mars 2007
au Théâtre des Bouffes du Nord*



**Continuons le débat sur
www.horschamp.org**

